



No. 239 juin 2021

## Investir là où travaillent les femmes et les diplômés pour réduire la durée de chômage au Sénégal

Par Viviane Laure Mamno Wafo, Jean Rodrigue Malou, Amy Cisse, Moussa Thiaw, Pierre Mendy, et Khadidiatou Dia

### Message clés

- Une augmentation des investissements dans les secteurs « Génie civil » et « Hôtellerie et Restauration » permet de réduire efficacement le nombre de femmes et de diplômés en situation de chômage.



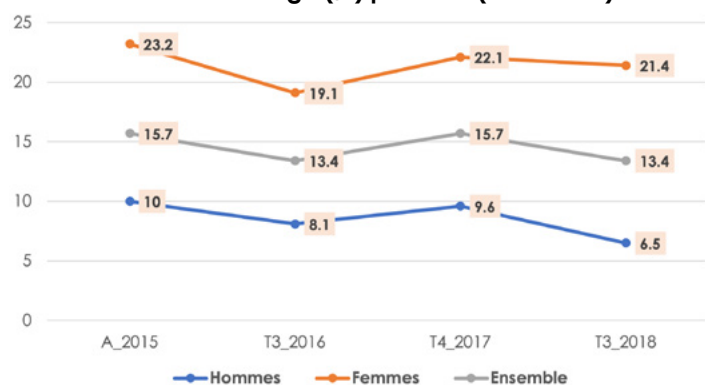
### Inégalités sur le marché du travail sénégalais

Si la mise en œuvre du Plan Sénégal Émergent (PSE) et du Plan d'Action Prioritaires (2014-2018) a permis d'accroître significativement le volume d'emplois, le chômage des femmes et des travailleurs diplômés/qualifiés reste encore élevé sur le marché du travail sénégalais.

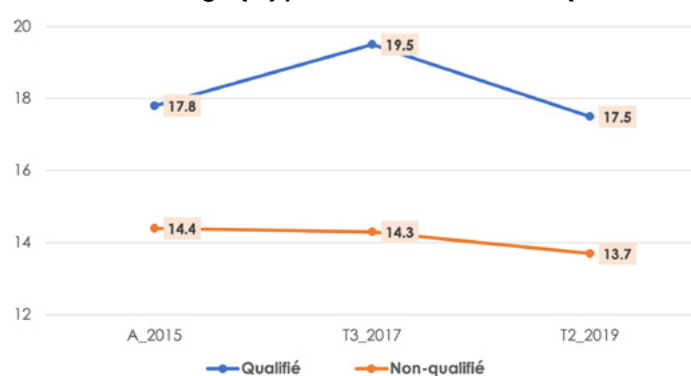
En effet, bien que l'on observe une baisse du niveau de chômage pour toutes les catégories de travailleurs identifiés, les femmes et les qualifiés restent les plus exposés au chômage tout au long de la période 2015-2018 (voir figures ci-dessous) et y durent le plus. Ce chômage élevé et durable des femmes et diplômés réduit leur niveau de participation à l'activité économique et réduit

inégalement, la productivité du travail tout en renforçant la pauvreté, l'insécurité alimentaire et l'inégalité au Sénégal (Pharr & al., 2012; Rihova & Peckova, 2016). Aussi, selon l'OIT (2020) la crise de la Covid-19 contribue à détériorer davantage la situation des groupes déjà vulnérables sur le marché du travail sénégalais. Cette situation contribue à accroître les inégalités déjà existantes sur le marché du travail et requiert des interventions ciblées en faveur de ces dernières couches. Cette baisse de productivité est d'ailleurs ce qui a justifié la promotion équitable de la participation économique des différentes catégories de travailleurs dans le Plan Sénégal Émergent défini en 2014.

Taux de chômage (%) par sexe (2015-2018)



Taux de chômage (%) par niveau d'éducation (2015-2019)



Source : ENES (2015, 2016, 2017, 2018, 2019). « Ti » correspond au trimestre i de l'année correspondante.

## Projet d'étude

En 2019-2020, une équipe de chercheurs PEP du Sénégal a réalisé un projet d'étude visant à identifier de nouvelles politiques publiques sectorielles devant permettre de réduire la durée de la « file d'attente » pour les femmes et les diplômés dans le marché du travail sénégalais. **Le projet avait deux composantes :**

- 1. Une étude scientifique** qui consistait d'abord à identifier les secteurs qui permettraient de générer plus d'emplois pour les groupes cibles, puis à simuler afin de mesurer les impacts de différents scénarii de chocs/politiques sur les dimensions d'intérêt – non seulement pour ces deux groupes, mais aussi pour l'ensemble de l'économie sénégalaise. Pour ce faire, les chercheurs ont eu recours à un modèle d'équilibre général calculable, associé aux données issues des Enquêtes Nationales sur l'Emploi au Sénégal (ENES) effectuées en 2015 et 2016, ainsi que de la matrice de comptabilité sociale (MCS) du Sénégal de 2014.
- 2. Une évaluation comparative des options d'intervention identifiées** en fonction d'un ensemble de critères reflétant différents aspects « pratiques » de la politique, et donc pertinents du point de vue du décideur.

## Options de politique

En considérant la mise en œuvre de la deuxième phase du PSE de 2019 à 2023 et les résultats de leur étude scientifique, les chercheurs ont identifié deux options de politique macroéconomique à envisager :

- 1. L'attraction de nouveaux investissements, notamment par des mécanismes de subvention de capital**, dans les secteurs qui génèrent plus d'emplois pour les femmes et les diplômés, à savoir les secteurs du Génie civil et d'Hôtellerie et restauration.
- 2. Favoriser une forte substitution aux importations des produits agricoles**, par le biais d'une hausse des droits de douane, afin de stimuler la production locale et accroître par conséquent la demande du travail dans les secteurs de l'agriculture.



## Evaluation de politiques

Les conclusions des différentes analyses réalisées par les auteurs (tableau sur la page 3) **démontrent en effet que ces deux interventions permettraient de réduire le nombre de femmes et de diplômés en situation de chômage de plus de 40%**.

Toutefois, **seule la politique d'attraction de nouveaux investisseurs (option 1) permet une réduction plus rapide pour les femmes**, comparée aux hommes. En effet, cette option permet de favoriser, à la fois :

- la création d'emplois dans les secteurs intensifs en main d'œuvre féminine et très qualifiée,
- la conciliation de l'offre et de la demande de ce type de facteur travail.

En attirant des investissements en capital à hauteur de 10% sur une année dans les secteurs en question, on observe un accroissement de la capacité de production ainsi qu'un réajustement subséquent à la hausse plus important de la demande du facteur travail.

Si elle présente également un avantage en matière de « faisabilité » (en ce que sa mise en œuvre serait relativement moins complexe), cette option est toutefois plus coûteuse que l'option 2 à court et moyen termes ; il y a donc un risque d'arbitrage en sa défaveur, notamment dans un contexte de rareté des ressources du fait de la crise du Covid-19.

D'un autre côté, si l'option 2 est également (bien que relativement moins) efficace, moins coûteuse et plus « rentable » (en terme de ratio coût-bénéfice), elle serait beaucoup complexe à mettre en œuvre.

## Évaluation des options de politiques économiques

Option	1. L'attraction de nouveaux investissements	2. Une plus forte substitution aux importations des produits agricoles
<b>Critères</b>		
<b>Efficacité</b>	<b>Très efficace</b> : Réduit de 44,58% et 45,77% et respectivement le nombre de diplômés et de femmes au chômage, par rapport au niveau initial.	<b>Efficace</b> : Réduit de 44,21% et 43,71% respectivement le nombre de diplômés et de femmes au chômage, par rapport au niveau initial.
<b>Équité</b>	<b>Très efficiente</b> : Garantie par le choix optimal des secteurs d'investissement	<b>Très efficiente</b> : Garantie par le choix optimal des produits concernés
<b>Rapport coût-bénéfice<sup>1</sup></b>	<b>Bénéfique</b> : Bénéfices nets annuels : 110,3 milliards Ratio coût-bénéfice = 0,74	<b>Très bénéfique</b> : Bénéfices nets annuels : 175,9 milliards Ratio coût-bénéfice = 0,043
<b>Faisabilité</b>	<b>Faisabilité élevée</b> : requiert des moyens financiers	<b>Faisabilité faible</b> : requiert des réformes institutionnelles aux niveaux national et international et des ressources financières pour le contrôle

Source : auteurs à partir des simulations.

<sup>1</sup> Les coûts sont évalués en utilisant la méthode économique d'estimation des coûts (coûts fictifs). Pour l'option de hausse du stock de capital, ces coûts explicites sont estimés en considérant le poids dans le PIB des secteurs concernés par la hausse du stock ainsi que le taux de FBCF prévu en 2020 par la Direction de Prévision et des Études Économiques (DPEE). Les coûts implicites sont ici négligés. Les bénéfices (économiques et non économiques) sont estimés à l'aide de la hausse quantifiée du revenu de l'activité subséquente à la réduction de la file d'attente. Les coûts afférents à la hausse des droits de douanes sont mineurs et constituent des ressources d'appui à la mise en œuvre et au respect de l'application de la mesure institutionnelle. Un ratio coût-bénéfice inférieur à 1 signifie que la politique est rentable puisque les coûts qu'elle implique sont inférieurs aux bénéfices attendus. En comparant les deux options, on pourra noter que le projet ayant un ratio plus faible reste beaucoup plus bénéfique pour la société. C'est ainsi que l'option 2 - qui requiert un coût de 0,043 Milliards pour des bénéfices évalués à 1 milliard - est estimée comme la plus rentable.



Image : UN Women/Ryan Brown



Image : Rod Waddington

### Recommandation et feuille de route

Les auteurs concluent que **l'implémentation de l'option 1 dans la deuxième phase du PSE est à préconiser**, parce qu'elle permettrait de résorber avec beaucoup plus d'efficacité la question du chômage des femmes et des diplômés au Sénégal. Aussi, la définition et mise en œuvre d'une politique ciblant le marché du travail est un processus qui peut avoir de fortes répercussions aussi bien microéconomiques que macroéconomiques et régionales.

Les auteurs proposent ainsi la feuille de route suivante pour la mise en œuvre de la politique recommandée :

- i. **Étude diagnostic** de toutes les politiques publiques d'attraction d'investissements mises en œuvre dans les secteurs de Génie Civil et Hôtellerie depuis 2014 au Sénégal, date de mise en œuvre du PSE ;
- ii. **Forum entre les décideurs publics et les entrepreneurs de ces deux secteurs** et si possible quelques entrepreneurs des autres secteurs d'activités ;
- iii. **Promotion de l'inscription** sous forme de lois ou de décrets, des mesures prises en faveur de ces secteurs pour attirer l'investissement ;
- iv. **Prise en compte de ces mesures dans le prochain Plan d'Actions Prioritaires.**



Canada

Le projet de recherche **MPIA-20453** a été financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Pour en apprendre davantage sur les objectifs, méthodes et résultats de l'étude scientifique, veuillez consulter le cahier de recherche correspondant de la série [PEP working papers](#).

Les avis et recommandations exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du PEP.